

30 juin 2022 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES OCÉANS

Monsieur le Président,  
Monsieur le Président de l'Assemblée générale des Nations unies,  
Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat et de gouvernements,  
Mesdames et Messieurs les ministres délégués.

Je voulais, Monsieur le président, être à vos côtés aujourd'hui comme vous aviez, avec beaucoup d'amitié et d'enthousiasme que nous vous connaissons, été à mes côtés il y a quelques mois à Brest. Parlant avec ardeur de l'océan, de notre attachement commun. Je voulais être là devant vous aujourd'hui pour continuer, dans un contexte que nous connaissons tous, à avancer sur cet agenda.

En effet, malgré les graves troubles du monde géopolitique, malgré la guerre qui revient sur le sol européen - j'étais il y a quelques instants avec beaucoup de nos collègues à Madrid pour un sommet de l'OTAN - les Nations unies ont fort à faire, mais nous ne devons pas détourner notre mission collective quant à l'agenda du développement durable au service des hommes, des femmes, de la Terre, de la mer. Cette ambition commune est si importante à nos yeux que nous avons choisi, en 2015, d'en faire le quatorzième objectif de développement durable. Nous sommes déjà au milieu de l'année 2022, et l'horizon 2030 que nous nous étions alors fixés est déjà en vue, si proche. C'est face à cette urgence que nous avons organisé, je l'évoquais en février dernier à Brest, un One Planet Summit dédié à l'océan, réunissant tous ceux qui veulent agir. Ceux qui veulent agir, ce sont les chefs d'Etat et de Gouvernement, mais aussi toutes celles et ceux dont nous avons absolument besoin si nous voulons réussir ce pari du quatorzième objectif de développement durable : les scientifiques, la société civile, les philanthropes, les chefs d'entreprise, tant et tant d'organisations non gouvernementales.

Nous nous sommes tous mobilisés et depuis Brest, avec des engagements et des avancées très concrètes, chacun à notre niveau. Trente-cinq acteurs, dont dix-huit ports internationaux, se sont engagés à décarboner le transport maritime d'ici 2028. 500 acteurs ont rejoint l'engagement mondial pour lutter contre la pollution plastique. Quelques mois après ces annonces, les résultats sont présents. Il y a trois jours à Marseille, treize armateurs ont été certifiés du label Green Marine Europe, soit plus de 320 navires. Ils sont les moteurs de la révolution du transport maritime, avec à chaque fois une exigence commune, des résultats clairs, précis, démontrables. Des projets concrets comme, par exemple, pour préserver ces écosystèmes exceptionnels que sont les mangroves, les posidonies, les récifs coralliens, aujourd'hui menacés mais sources d'espoir, car nous le savons tous ici : c'est en protégeant le carbone bleu que nous agissons pour notre biodiversité et notre climat. Nous savons que, par ces objectifs de protection de notre biodiversité marine, nous réconcilions la protection des océans, la lutte contre le dérèglement climatique, la capture du carbone.

Ces espaces représentent moins de 1 % de la surface totale des océans et pourtant, grâce à leur capacité de séquestration du carbone, ils sont les garants de notre survie. Je souhaite que les premiers projets de restauration de notre patrimoine marin, ceux à financer en priorité, puissent être identifiés d'ici la COP 27. C'est la bonne méthode : fixer un cap des règles qui nous engage collectivement au plus haut de nos états et pouvoir avancer de manière mesurable. Ainsi, des travaux pour un traité juridiquement contraignant contre la pollution plastique ont pu, dès après Brest, dans la foulée de notre sommet, être lancés à Nairobi. Nous nous sommes donnés deux ans pour y arriver. C'est l'engagement de Nairobi. Sans attendre, nous allons continuer d'avancer avec tous ceux qui ont des projets pour supprimer les plastiques à usage unique, investir dans le recyclage, nettoyer nos plages, supprimer les décharges. Vous le savez, nous avons pris, au niveau français et européen, des engagements clairs et les travaux ont commencé.

C'est cette dynamique qui voit se mobiliser les États en Europe, mais aussi en Atlantique, dans le Pacifique, contre le fléau de la pêche illicite. Nous en avons parlé il y a plusieurs mois, et nous avons franchi une étape importante, collectivement, avec l'adoption du premier accord contraignant à l'Organisation mondiale du commerce, plus tôt ce mois-ci, contre les subventions à la pêche illicite et en haute mer. Nous allons continuer, nous l'avons fait sur le financement. Les opérations que nous avons annoncé à Brest ont aussi commencé et je veux remercier les marines qui, à nos côtés se sont engagées : la vôtre, Président, nos amis espagnols, nos amis italiens entre autres, car je sais que plusieurs Etats ici présents, en particulier dans le golfe de Guinée,

attendent que nous intensifions les opérations de lutte contre ces pêches illicites. C'est aussi pour cela que nous voulons aboutir à ce traité sur la haute mer, c'est-à-dire fixer un cadre dans ces espaces de liberté aujourd'hui menacés par la surpêche et par les pollutions. De ce texte, nous discutons depuis sept ans. Il est donc désormais temps d'aboutir vite. La coalition lancée avec l'Union européenne lors du sommet de Brest, regroupe à présent quarante-sept membres déterminés à agir vite et bien pour créer ces nouvelles règles dans les eaux internationales. Nous savons l'importance des négociations qui se tiendront au milieu de l'été à New York et nous serons tous mobilisés à cet égard. C'est aussi pour cela que ce sommet de Lisbonne est si important pour remobiliser la collectivité, la communauté internationale dans cet objectif.

Au-delà des eaux internationales, nous devons aussi nous doter d'une ambition collective, Etat par Etat, pour notre biodiversité. Nous avons désormais une date butoir pour la COP15, qui se tiendra au mois de décembre, et nous irons à Montréal, portés par l'élan de cette alliance verte et bleue, la Coalition pour la haute ambition. Cette coalition, nous l'avons lancée avec le Costa Rica. Elle rassemble désormais 102 membres. Elle doit nous permettre, là aussi, de porter des résultats concrets d'ici à la fin de l'année, à Montréal pour cette COP15. Ensemble, nous défendrons le principe d'un cadre qui nous permettra de protéger au moins 30 % des terres et des mers de la planète d'ici 2030. Vous le voyez, c'est un cadre concret d'actions systématiques que nous sommes en train de bâtir et notre mobilisation ne doit pas fléchir un seul instant. Hier, l'Europe a fait un énorme pas en avant pour le climat avec la mise en œuvre de ses objectifs climatiques pour 2030 et 2050. L'Europe a su prendre des décisions historiques et passer les textes qui étaient attendus.

Parce que le GIEC nous a rappelé au printemps dernier qu'il fallait changer d'échelle dans les politiques climatiques, nous le faisons : décarbonation du transport aérien et maritime, développement des voitures zéro émission, renforcement du marché du carbone, accompagnement pour les ménages, lutte contre la déforestation importée. Nous sommes en train de finaliser quatorze lois climats qui permettront de tenir nos engagements. Ce que nous faisons à terre, c'est-à-dire respecter nos objectifs, l'Accord de Paris, lutter contre le réchauffement, nous devons le faire aussi pour l'avenir de nos océans.

Ce que nous sommes en train d'enclencher et l'importance de ce sommet ici des Nations unies et de votre conférence, cher Président et chers tous, c'est bien de faire le point sur les avancées concrètes des derniers mois grâce à notre mobilisation, mais aussi de pouvoir scander l'agenda des prochaines semaines et des prochains mois et de tous nous dire que notre engagement doit être total et collectif. Tous ensemble, nous devons nous fixer, comme lors des Accords de Paris en 2015, des objectifs ambitieux pour la biodiversité et singulièrement pour les océans. Nous avons commencé. C'est ce travail qu'on doit parachever entre le mois d'août et le mois de décembre par les rendez-vous que je viens de rappeler, et surtout sur lequel nous devons, dans les années qui viennent, rassembler la communauté internationale.

C'est à cette fin, et en concluant mon propos, que je veux présenter aujourd'hui devant vous la candidature de la France pour accueillir aux côtés du Costa Rica en 2025 une nouvelle conférence des Nations unies sur les océans. Utilisons ce cap pour guider notre action collective et entraîner dans le sillage de notre détermination tous les acteurs dont l'océan a besoin.

Je vous remercie.